

Francia – Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Bd. 37

2010

DOI: 10.11588/fr.2010.0.44905

Copyright

Das Digitalisat wird Ihnen von perspectivia.net, der Online-Publikationsplattform der Stiftung Deutsche Geisteswissenschaftliche Institute im Ausland (DGIA), zur Verfügung gestellt. Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

MICHEL FABRÉGUET

LE LIEU DE LA TERREUR

Une histoire du système concentrationnaire nazi

Ces trois gros volumes¹ constituent le début d'une histoire des camps de concentration nationaux-socialistes en sept volumes, sous la direction de Wolfgang Benz, du centre de recherche sur l'antisémitisme de l'université technique de Berlin, et de Barbara Distel, du Mémorial de Dachau, avec le concours d'Angelika Königseder pour la rédaction. Le titre général de ce projet ambitieux, «Le lieu de la terreur», définit bien son objet: si de nombreuses recherches ont déjà bien documenté la connaissance des structures des camps, la topographie des camps elle-même reste beaucoup moins bien connue. En dehors des grandes centrales concentrationnaires, la (re)découverte des innombrables kommandos extérieurs et camps annexes, qui proliférèrent sous la contrainte du travail forcé et de l'économie de guerre sur l'ensemble du territoire du Grand Reich, essentiellement à partir de 1942/1943, a été rendue possible à partir des années 1980 grâce à des recherches locales empiriques. D'anciens détenus parvinrent parfois à impulser certaines initiatives, mais l'essor de l'*Alltagsgeschichte* put aussi sensibiliser de jeunes chercheurs au thème de la prolifération du phénomène concentrationnaire dans la société allemande. Les volumes 2 et 3 de cette collection, qui traitent successivement des premiers camps et des complexes concentrationnaires de Dachau et de l'Emsland (volume 2) puis des complexes concentrationnaires de Sachsenhausen et de Buchenwald (volume 3), se présentent donc à la manière d'un véritable dictionnaire de la topographie concentrationnaire. Pour chaque grande centrale concentrationnaire a été élaborée une liste exhaustive des camps annexes ou *Außenlager*. Chaque camp annexe fait ensuite l'objet d'une courte présentation en forme d'article monographique empirique, agrémenté le cas échéant d'un appareil critique et d'une bibliographie. Les trois camps centraux de Dachau, de Sachsenhausen et de Buchenwald sont présentés de manière beaucoup plus approfondie par des articles d'une cinquantaine de pages environ, synthèses de nos connaissances sur la topographie, l'histoire, la démographie et la libération de ces trois camps. À l'heure où commencent à disparaître les derniers témoins, cette démarche rigoureuse et exhaustive remplit donc parfaitement sa fonction en inscrivant la ramification la plus fine du phénomène concentrationnaire nazi, à la manière d'une prolifération cancéreuse, jusqu'au plus intime de la topographie de l'Allemagne, faisant ainsi tout à la fois œuvre d'histoire et de mémoire.

Le premier volume se compose quant à lui de vingt-deux articles rédigés pour la plupart par des chercheurs allemands et qui offrent une synthèse généralement bien informée des avancées les plus récentes de nos connaissances sur la structure et le système des camps. Ceux-ci peuvent être regroupés en sept thèmes principaux. La typologie et le développement du système conc-

1 Der Ort des Terrors. Geschichte der nationalsozialistischen Konzentrationslager, hg. von Wolfgang BENZ und Barbara DISTEL. Redaktion Angelika KÖNIGSEDER. Band 1: Die Organisation des Terrors München (C. H. Beck) 2005, 400 S., isbn 3-406-52960-7, EUR 61,60; Band 2: Frühe Lager, Dachau, Emslandlager, München (C. H. Beck) 2005, 608 S., isbn 3-406-52962-3, EUR 61,60; Band 3: Sachsenhausen, Buchenwald, München (C. H. Beck) 2006, 664 S., ISBN 978-3-406-52963-1, EUR 59,00.

entrancement nazi fait l'objet des trois premières contributions, sous la signature de Wolfgang BENZ, d'Angelika KÖNIGSEDER et de Johannes TUCHEL. La topographie de la terreur nazie se déclina en fait en d'innombrables lieux. À côté des camps de concentration proprement dits (KL), dans la dépendance formelle de l'Inspection des camps (IKL), il exista d'autres camps aux fonctions analogues à celles des KL, qui constituèrent un monde parallèle: camps d'éducation par le travail, camps de détention de police, camps de prisonniers de guerre édifiés à partir de 1941 sur ordre du Haut commandement de la Wehrmacht (OKW) pour accueillir et «sélectionner» les soldats de l'Armée Rouge, ghettos, camps de travail forcé pour les juifs, camps d'extermination relevant de l'action Reinhardt et fermés à l'automne 1943, et encore camps de tziganes. Tous ces camps présentèrent en fait de nombreux points communs avec l'empire concentrationnaire des SS et ils poursuivirent des objectifs multiples dans une compétence polycratique.

La chronologie du développement du système concentrationnaire nazi est désormais bien connue et il existe en particulier une abondante littérature sur les premiers camps des années 1933/34. Contrairement à un mythe solidement établi, entretenu dans l'après-guerre par la publication des mémoires du fondateur de la Gestapo, Rudolf Diels, on ne peut alors parler de «camps sauvages» échappant à tout contrôle, car dès le printemps 1933, les divers types de camps et lieux de détention (caves, casernes, usines ou fortifications désaffectées) naquirent déjà d'une étroite collaboration entre la NSDAP et les services publics. L'annonce par Hitler, le 6 juillet 1933, de la fin de la Révolution brune amorça un mouvement de fermeture des petits camps et le début d'une tentative d'organisation administrative d'un système alors dirigé avant tout contre les adversaires politiques du nouveau régime. Mais en Prusse la tentative de construction d'un réseau de camps sous la direction du ministère de l'Intérieur échoua, alors qu'en Bavière les efforts de Heinrich Himmler pour prendre le contrôle de toutes les forces de police furent couronnés de succès. Le modèle de Dachau fut alors en mesure de s'imposer pour canaliser le développement ultérieur des camps de concentration. De surcroît, la conception de Himmler de la répression s'élargit non seulement aux adversaires politiques mais à l'ensemble des groupes sociaux qui menaçaient la «communauté populaire»: la victoire du modèle bavarois sur le modèle prussien signifia donc que les camps de concentration constituaient désormais un instrument de sanction contre toutes les formes de déviance sociale et politique.

L'ouverture du camp de Sachsenhausen dans les environs de Berlin, à l'été 1936, constitua l'acte de naissance d'un nouveau camp modèle qui devait accompagner le développement de la «prévention générale raciale», selon la formule d'Ulrich Herbert. Celle-ci se traduisit, dans les années 1937/38, par des «actions» dirigées contre des asociaux, des criminels de droit commun et des réfractaires au travail. Le début de la guerre entraîna une internationalisation rapide de la population concentrationnaire, avec l'internement dans les camps d'adversaires politiques, de résistants et de saboteurs de l'effort de guerre en provenance d'Europe occidentale et d'Europe du nord. Les KL s'affirmèrent alors comme des instruments de la politique d'occupation. Après le début de l'invasion de l'URSS, les camps de concentration en Europe orientale furent conçus comme des lieux d'internement pour les prisonniers de guerre soviétiques. Majdanek-Lublin et Birkenau furent initialement planifiés à cette fin. Mais depuis le second semestre de l'année 1941, la mobilisation croissante des détenus au travail préfigura l'intégration de l'IKL dans l'office central d'administration et d'économie de la SS, le SS-Wirtschaftsverwaltungshauptamt (WVHA), effective au mois de mars 1942. Le développement des fonctions économiques des KL accompagna désormais la prolifération du système concentrationnaire et l'explosion de la population concentrationnaire, de la fin de l'été 1942 à la fin de l'année 1944.

L'étude des cadres administratifs et topographiques fait l'objet de cinq contributions, signées par Günther MORSCH, Michael P. HENSLE, Annette EBERLE, Karin ORTH et Stefanie ENDLICH. La fondation de l'IKL, à l'été 1934, permit d'unifier les structures administratives internes des camps, selon les modèles des sections (aide de camp, chef de justice, section politique, section

du camp de détention, médecin du camp et section des troupes) placées directement sous l'autorité du commandant du camp. Dès le lendemain de l'incendie du Reichstag, qui permit de suspendre les droits fondamentaux garantis par la constitution de Weimar, la procédure de la *Schutzhaft* ou détention préventive², déjà en usage pendant la Première Guerre mondiale, fut utilisée comme un instrument juridique pour éliminer les adversaires politiques du régime. Régularisée par le décret des 12/26 avril 1934 et confiée en Prusse à la *Gestapa*, la *Schutzhaft* fut en fait rapidement élargie aux criminels de droit commun, aux asociaux, aux témoins de Jéhovah, aux homosexuels et aux juifs. Mais parallèlement à la *Schutzhaft* Hermann Göring institua dès le mois de novembre 1933 la *Vorbeugungshaft* ou détention préventive temporaire, qui concernait toutes les personnes ayant déjà subi au cours des cinq dernières années au moins trois condamnations de six mois. Dans des camps peuplés dès l'origine par différentes catégories de détenus, le marquage et le traitement des différentes catégories de détenus pas unifiés jusqu'en 1937. C'est en 1938 que furent introduits différents insignes triangulaires, en général avec la pointe dirigée vers le bas, de diverses couleurs: rouge pour les politiques, bleu pour les apatrides, lilas pour les témoins de Jéhovah, vert pour les droit commun, noir pour les asociaux, rose pour les homosexuels, brun pour les tziganes. Pendant la Seconde Guerre mondiale, l'internationalisation de la population concentrationnaire entraîna l'introduction de nouveaux signes distinctifs pour les nationalités et pour les races. Mais sous le poids du grand nombre, la taxinomie des détenus perdit progressivement de sa rigueur.

Le personnel de surveillance fut en permanence extrêmement hétérogène. Les troupes de garde constituèrent trois unités SS à tête de mort à partir du 1^{er} avril 1937, le premier étendard étant stationné à Dachau, le deuxième à Sachsenhausen, le troisième à Buchenwald. À l'automne 1938, un quatrième étendard *Ostmark* fut constitué à Mauthausen. Au début de la guerre, l'Inspecteur des KL Eicke créa à partir des unités SS stationnées dans les camps une division SS à tête de mort. Dans le courant de la guerre, on put observer de constantes modifications dans les troupes de garde des camps, à travers des échanges de personnel avec les unités de la *Waffen SS* mobilisées sur le front. Les blessés étaient fréquemment mutés dans les camps comme personnel de garde. En fonction de l'état des sources, une analyse statistique et sociologique reste cependant encore impossible. L'état-major de la *Kommandantur* constituait le noyau de la terreur. Une grande partie des membres de la SS se composait de la génération des adolescents de la Grande Guerre qui n'avaient pas connu directement l'expérience des combats dans les tranchées mais qui avaient grandi avec son mythe. Nombre d'entre eux étaient issus des classes moyennes et avaient été en contact avec des cercles *völkisch*. Les épouses des chefs SS vivaient en règle générale sur les lieux de service de leurs maris. Elles et leurs enfants remplirent une importante fonction de socialisation de la communauté des troupes de garde. Sur le front intérieur, les commandants des camps furent mobilisés pendant la guerre au service de la politique d'extermination, avec entre autres la mise en œuvre de l'action 14f13 (*Sonderbehandlung*) contre les détenus corporellement affaiblis ou l'assassinat de prisonniers de guerre soviétiques. Mais à l'été 1942 ils ne parvinrent pas à faire prévaloir la nouvelle orientation économique des KL. Le réseau social des SS à l'intérieur des KL se caractérisa donc par ses pratiques meurtrières. Un consensus existait entre eux sur la nécessité d'enfermer les criminels et les asociaux. Les malades et les affaiblis constituaient une charge inutile, les commissaires soviétiques et les juifs devaient être éliminés. Leur motivation et leur savoir n'étaient pas principalement retirés de la lecture ou d'un quelconque enseignement idéologique, mais d'un prétendu « discernement » d'hommes sains sur la vie quotidienne.

2 En fait, littéralement, détention *de protection*: la *Schutzhaft* était effectivement destinée à protéger les membres de la communauté populaire contre les individus réputés dangereux et internés de ce fait à titre préventif.

Les camps centraux constituèrent d'un point de vue architectural de véritables petites villes en réduction. Le commandant de Dachau, Eicke, eut le premier l'idée d'un camp type. Mais ce n'est qu'avec l'édification de Sachsenhausen que la construction d'un camp répondit à un véritable concept urbanistique. Le plan de Sachsenhausen épousa la configuration de base d'un triangle, mais la forme triangulaire se révéla gênante pour la surveillance des détenus et les autres plans des camps de détention varièrent selon différentes configurations géométriques. Les plans de construction des camps avaient en fait une double signification: il fallait organiser la vie quotidienne et ménager les structures spécifiques de la répression et de la terreur dans une forme de ville »fermée«. La séparation des fonctions émergea très nettement à travers la distinction de domaines très particuliers: le camp des détenus, la *Kommandantur* SS, le camp des troupes SS, les lotissements SS et les lieux de production. Finalement, les camps de concentration furent conçus comme des cités idéales, sur le modèle du bastion vénitien de Palmanova, à la place centrale circulaire et aux rues se croisant en forme d'étoiles, et de la ville de Savannah en Géorgie aux rues principales en forme de quadrillage.

Jan Erik SCHULTE et Hermann KAIENBURG se sont, quant à eux, intéressés plus particulièrement à l'organisation du travail forcé dans les camps. L'expansion du système concentrationnaire fut effectivement étroitement dépendante du développement de l'organisation économique et administrative de la SS. Le développement des fonctions économiques des KL constitua un processus de longue durée, parallèlement à l'ascension personnelle d'Oswald Pohl dans la SS, qui parvint à gagner dès les années 1937/38 de l'influence à l'intérieur l'IKL. La fondation de la Société des Terres et Pierres allemandes, en avril 1938, marqua le début de la symbiose réussie entre le développement du système concentrationnaire et celui des entreprises économiques de la SS. Pendant la première partie de la guerre, la mobilisation au travail des détenus des KL fut conçue en étroite relation avec les gigantesques plans de colonisation des SS à l'est du continent européen. À l'automne 1941, au service de ces plans, Himmler s'efforça d'obtenir de l'OKW la livraison de prisonniers de guerre soviétiques. Mais à la suite de la nomination du Gauleiter Sauckel comme plénipotentiaire à la main-d'œuvre, le 21 mars 1942, Himmler put craindre, comme lors de la création du Plan de quatre ans, la concurrence d'une nouvelle administration du travail: la SS était menacée de perdre le contrôle de la main-d'œuvre concentrationnaire. C'est dans ce contexte qu'Himmler décida alors d'intégrer l'IKL dans le nouvel office d'administration économique de la SS (WVHA) puis de rechercher une coopération avec l'industrie d'armement. Mais la décision prise par Hitler au mois de septembre 1942 de mobiliser des détenus dans l'industrie privée devait à terme affaiblir le contrôle du WVHA sur la main-d'œuvre concentrationnaire au profit du ministère de l'Armement du Reich. Celui-ci parvint finalement, au mois d'octobre 1944, à s'assurer un contrôle exclusif sur l'affectation de la main-d'œuvre concentrationnaire. La mobilisation des concentrationnaires, dernière force de travail encore disponible, dans l'industrie d'armement provoqua une extension considérable du système concentrationnaire. Mais lors de l'effondrement du régime en 1945, Pohl et le WVHA avait perdu le contrôle du Moloch concentrationnaire, qui se trouvait maintenant dépourvu de véritable direction centrale et tiraillé entre de multiples instances locales, régionales et centrales de pouvoir. Les souffrances des détenus s'en trouvèrent accrues. Le développement des projets économiques depuis la fin des années 1930 suscita d'inévitables conflits d'intérêts et d'objectifs. Or pour Hermann Kaienburg, en dépit de l'importance croissante des enjeux économiques, primèrent en permanence les finalités de la répression et de l'extermination à travers la méthode de »l'extermination par le travail« définie en 1942 par le ministre de la Justice du Reich. Cette thèse n'est cependant pas admise par tous les chercheurs et Ulrich Herbert en particulier lui a opposé celle de la coexistence des objectifs du travail productif et de la répression.

Quoiqu'il en soit des controverses entre spécialistes sur les finalités du travail forcé, les KL constituèrent des zones de non droit absolu, lieux privilégiés de la mise en œuvre des politiques

de répression et de persécution du régime, comme le rappellent Stefanie SCHÜLER-SPRINGORUM, Rolf WINAU, Willi DRESSEN, Brigitte KEPPLINGER et Hartmut REESE. Après les vagues d'arrestation dirigées contre les adversaires politiques du régime dans les premiers mois de la »prise du pouvoir«, trois actions aboutirent au cours des douze années suivantes dans le Reich à des internements de masse dans les KL. En juin 1938, l'action contre les »réfractaires au travail« permit d'interner 9 à 10 000 asociaux dans les camps de Buchenwald, de Sachsenhausen et de Dachau. Le décret du 4 avril 1938 avait pour la première fois défini »l'asocialité« qui sanctionnait en fait la précarisation des victimes de la crise, enregistrés par l'assistance publique depuis 1933: mendiants, »tziganes«, prostituées, alcooliques et criminels récidivistes. Dans les camps, les asociaux, catégorie d'internés en fait très hétérogène, se trouvèrent rejetés au bas de la hiérarchie des détenus, méprisés par les politiques et maltraités par les détenus de droit commun. Puis à la suite du pogrom de la Nuit de Cristal, quelque 30 000 juifs allemands furent provisoirement internés dans les KL. Les internements de masse de l'année 1938 témoignèrent donc de la consolidation du régime et de la modification de la fonction des camps sous les auspices de la »prévention générale raciale«. Il en alla différemment de la dernière action, l'action »orage« (*Gewitter*), au lendemain de l'échec de l'attentat du 20 juillet 1944. Sur cette action encore mal connue, on ne dispose seulement que des résultats de recherches ponctuelles poursuivies dans le nord de l'Allemagne qui font apparaître, à l'échelon communal et régional, une surreprésentation des militants sociaux-démocrates parmi les victimes des arrestations.

Dans les *Reviere* des KL, des expériences médicales de nature très diverses se déroulèrent. Le plus grand nombre d'entre elles furent en fait effectuées au service d'une recherche médicale à des fins militaires, comme les essais d'immunisation et les expériences de dépressurisation en altitude du docteur Rascher à Dachau, celles du docteur Gebhardt à Ravensbrück, ou comme les vaccinations contre le typhus pratiquées sur des détenus de Buchenwald et de Mauthausen. D'autres recherches criminelles au service de l'hygiène raciale se déroulèrent à l'intérieur des camps de Natzweiler, en relation avec la *Reichsuniversität* de Strasbourg, et d'Auschwitz, avec les recherches du docteur Mengele entre autres sur la gémellité. Des détenus, hommes et femmes, servirent ainsi de cobayes, parfois au prix de leurs vies ou de séquelles corporelles indélébiles, à des expérimentations criminelles et inhumaines, où l'absence de scrupules moraux le disputa souvent au sadisme le plus pervers. D'autres catégories de détenus furent destinées à une mort intentionnelle à l'intérieur des camps. À partir du printemps 1941, des commissions dépendantes de l'organisation T4 procédèrent à l'intérieur des KL à des sélections de détenus corporellement affaiblis. Le principal critère de sélection reposait effectivement sur la capacité de travail des détenus, agrémenté d'autres critères sociaux et politiques. Sous le nom de code »action 14f13«, des »transports d'invalides« furent ainsi dirigés vers les établissements dans lesquels se déroulait, depuis le début de la guerre, la mise en œuvre du programme d'euthanasie. Mais au printemps 1942, le manque de main-d'œuvre dans les KL provoqua une réduction de l'action. Celle-ci fut cependant relancée au mois d'avril 1944, non plus sous le contrôle de l'organisation T4, mais directement sous celui des médecins des camps eux-mêmes. Jusqu'au mois de décembre 1944, l'institut d'euthanasie d'Hartheim, près de Linz, devint ainsi l'unique centre d'assassinat des détenus au cours de la deuxième phase de l'action 14f13. Au total, on estime que de 10 à 20 000 concentrationnaires furent asphyxiés au gaz carbonique dans le cadre de l'action 14f13. En vertu d'une circulaire du chef de la Sipo SD du 3 septembre 1939, les adversaires politiques du régime et les saboteurs de l'effort de guerre devaient désormais faire l'objet d'une procédure d'internement en KL pour y subir un »traitement spécial«, c'est-à-dire pour y être exécutés sans jugement. En vertu de l'ordre des commissaires édicté par l'OKW le 6 juin 1941, les commissaires politiques de l'Armée Rouge, parmi d'autres prisonniers de guerre soviétiques, devaient être internés dans les camps de concentration pour y être exécutés.

Des prisonniers de guerre soviétiques furent de fait assassinés en masse dans les KL à la fin de l'année 1941 et au début de 1942. Mais au début du mois de mai 1942, l'ordre fut abandonné

dans la mesure où il nourrissait par trop le refus de capituler des troupes soviétiques encerclées sur le front. Au début de l'année 1943, un nouveau décret de l'OKW condamna les prisonniers de guerre évadés et repris, à l'exception des Américains et des Britanniques, à subir »l'action balle« dans le camp de Mauthausen. À tout moment, les détenus étaient exposés dans les KL à des ordres d'exécution transmis par Himmler ou par le RSHA. La section politique de chaque camp pouvait également faire parvenir une requête, par l'intermédiaire du commandant du camp et du WVHA, auprès du RSHA. Les actions contre les ennemis politiques du régime se poursuivirent en fait jusqu'à la chute du régime. Dans les dernières semaines de la guerre, celui-ci fit exécuter d'éminents résistants, comme Hans von Dohnanyi ou l'amiral Canaris, entre autres dans les KL de Sachsenhausen, de Dachau et de Flossenbürg. À côté des ennemis politiques, des criminels de droit commun, allemands ou étrangers, déjà condamnés à de lourdes peines pénitentiaires, firent l'objet à l'automne 1942 d'un accord entre le nouveau ministre de la Justice du Reich, Thierach, et la Gestapo. Au terme de cet accord, plusieurs milliers d'entre eux furent internés dans les KL de Mauthausen, Neuengamme, Auschwitz et Buchenwald pour y être pendus, fusillés ou tout au moins maltraités. Il faut enfin réserver un sort particulier au décret du maréchal Keitel du 7 décembre 1941 instaurant la procédure NN (*Nacht und Nebel*). Il s'agissait en fait d'une mesure de caractère terroriste, à des fins politiques. Par la déportation de résistants des pays de l'Europe occidentale dans des lieux d'internement tenus strictement secrets, il s'agissait d'entretenir une incertitude destinée à paralyser toute volonté de résistance. Les détenus NN, qui ne furent pas exposés en tant que tels à une mort immédiate, furent internés dans les camps de Natzweiler, de Groß-Rosen et de Ravensbrück avant d'être concentrés pour la plupart à Natzweiler en 1944.

Kurt PÄTZOLD, Barbara DISTEL et Detlef GARBE se sont attachés pour leur part à l'étude de la société des détenus et des formes de résistance dans les camps. On ne peut en fait parler de »société concentrationnaire« qu'en termes de »société forcée«. Mais le terme de »société concentrationnaire« permet d'isoler les détenus des camps des trois autres composantes de l'univers concentrationnaire, à savoir la *Kommandantur* avec le personnel SS, la section politique de la Gestapo et les gardiens des unités SS à tête de mort. Les relations qui s'établirent au sein de la société des détenus sont au demeurant celles que l'on retrouve au sein de toute société humaine. Elles étaient structurées par des couples de termes antagonistes: la domination et la soumission, le travail et l'exploitation, l'organisation et la spontanéité, l'ordre et le chaos, la satiété et la faim. La diversification des fonctions des camps se répercuta sur la composition de la population concentrationnaire, formée d'hommes et de femmes aux origines sociologiques et aux itinéraires préconcentrationnaires très différents. La domination des détenus »politiques« au cours des premières années fut aussi celle des détenus issus de la classe ouvrière, alors que les membres de la grande bourgeoisie et de la noblesse restaient encore peu nombreux à l'intérieur des KL. Mais tout changea en 1938, à la suite de l'Anschluß. Des ministres, des diplomates et des officiers connurent alors l'internement en camp de concentration. La répression contre les élites se trouva encore intensifiée au lendemain du 20 juillet 1944, des membres des familles des conjurés et des personnes accusées de complicité étant alors internées dans les camps. Avec l'internationalisation de la population concentrationnaire à partir du début de la guerre, les SS traitèrent les groupes nationaux différemment, en fonction d'une hiérarchie de préjugés idéologiques et raciaux, les détenus juifs se trouvant bien évidemment le plus fortement exposés à l'arbitraire et à la haine. Les détenus fonctionnaires, investis par les SS, constituèrent une instance intermédiaire entre la société des détenus proprement dite et le personnel SS. Chez les détenus politiques, l'occupation des postes de »l'auto-administration« du camp demeura controversée, ce qui ne fut pas le cas chez les détenus de droit commun, promus de manière exclusive à l'origine dans ces fonctions. Pendant la guerre, le contrôle de ces postes se trouva à l'origine de vifs affrontements entre les »rouges« et les »verts«, au cours desquels le sens de l'organisation des communistes eut à plusieurs reprises l'opportunité de faire ses preuves. Un

pouvoir collectif interne des détenus fut ainsi en mesure de s'affirmer. Des détenus fonctionnaires ayant une bonne connaissance du personnel SS furent ainsi en mesure d'influencer certaines décisions importantes, et même de mettre en place des structures illégales. Les détenus fonctionnaires ne purent cependant protéger que quelques détenus, ou quelques petits groupes de détenus, mais pas la totalité des sociétés concentrationnaires. Les fonctions de »l'auto-administration« n'offrirent en définitive qu'une protection très relative.

La problématique de la résistance doit donc être justement replacée dans cette perspective. Elle a fait l'objet d'une instrumentalisation et d'une héroïsation dans de nombreux témoignages de rescapés. Hermann Langbein a pu définir la résistance dans les KL comme »tout effort pour une réaction organisée contre les tendances à l'extermination des SS«. Elle a prit en fait de multiples formes, parmi lesquelles il convient de distinguer les actes d'entraide, dans le combat pour la survie quotidienne des détenus, les actions de solidarité, dans le cadre de petits groupes valorisant la force subversive de l'humanité partagée, et les manifestations collectives de refus, en particulier du travail, par fidélité à des principes, malgré les menaces de mort. L'organisation d'une résistance déclarée, sous la forme de conspirations et de révoltes de détenus, fut liée à l'influence croissante des détenus politiques dans l'administration. À Buchenwald, à Dachau ou encore à Sachsenhausen, entre autres, des détenus communistes parvinrent à conquérir une position dominante dans l'administration des détenus. Ils s'efforcèrent alors d'expulser les droit commun de ces fonctions, d'assurer la sécurité des cadres de la *Komintern*, d'améliorer dans la mesure du possible les conditions de la détention, et de préparer une insurrection pour le cas où la défaite du régime nazi pouvait laisser redouter une liquidation générale de tous les internés. Pour préparer la libération, les politiques favorisèrent à partir de l'année 1944 la formation de comités internationaux dans les KL. Mais l'influence de ces comités resta en règle générale limitée à un cercle restreint de détenus fonctionnaires, la grande masse des détenus restant complètement à l'écart de ces manœuvres. La pratique du pouvoir par les détenus fonctionnaires demeura en règle générale assez ambivalente. L'élimination des espions à la solde de la *Kommandantur* et des détenus de droit commun pose la question des moyens de la lutte pour le pouvoir à l'intérieur de »l'auto-administration« des détenus. Finalement, il reste impossible de dire combien de détenus furent sauvés par les différentes formes »d'auto-affirmation« et de résistance. Pour la grande majorité des détenus, la vie dans les KL ne se résume pas à l'action de la solidarité mais à la loi de la jungle et du darwinisme social. Il est pourtant aussi fréquemment question, dans les témoignages des rescapés, de la solidarité et de la résistance qui eurent une importance considérable pour les survivants.

Barbara DISTEL a rédigé une contribution originale sur les femmes dans les KL, à la fois victimes et criminelles. Victimes tout d'abord, car on dénombrait plus de 200 000 femmes parmi les 714 211 détenus recensés dans les KL à la date du 15 janvier 1945. Des femmes allemandes furent en fait victimes de la répression dès les premiers mois de la dictature, internées dans les sections de détention des prisons, soumises à de fortes pressions psychologiques tandis que la violence physique restait cependant l'exception. Ce n'est qu'au mois de décembre 1937 que fut ouvert le premier camp de concentration pour femmes dans le château de Lichtenburg et qu'au printemps 1938 que furent dressés les plans du futur camp de Ravensbrück, qui demeura officiellement le seul KL pour les femmes détenues. Des camps de femmes furent également ouverts à Auschwitz, où plus de la moitié des victimes d'Auschwitz-Birkenau furent des femmes et des enfants juifs, et à Majdanek-Lublin. Dans les KL, les femmes souffrirent plus que les hommes du manque d'hygiène, mais supportèrent plus facilement la faim. Même dégradées comme des créatures asexuées, elles restèrent exposées aux agressions sexuelles des gardiens. Cependant, moins exposées à la brutalité qui caractérisa au contraire la sociabilité masculine dans les KL, elles nouèrent plus facilement des relations d'entraide et de solidarité au sein de véritables »familles« constituées de quelques détenues. Moins aptes à s'opposer, du fait de leur vulnérabilité corporelle, à la terreur quotidienne des SS, certaines femmes n'en participè-

rent pas moins à des actions de combat, comme lors du soulèvement du 17 octobre 1944 à Birkenau. Mais criminelles furent aussi les gardiennes employées civiles du Reich, pourtant non admises dans les rangs de la SS, les femmes médecins SS et les infirmières qui participèrent aux expériences médicales. Après 1945, la participation de femmes allemandes à l'appareil de mort nazi demeura un sujet tabou, les représentations valorisant exclusivement l'image des femmes victimes des décisions masculines. Mais on connaît grâce aux témoignages des rescapées le comportement des gardiennes, alors que ces mêmes témoignages sont demeurés peu explicites sur les comportements des compagnes des SS, qui traitaient pourtant les détenus forts durement. Et l'ethnologue Germaine Tillion a analysé de manière saisissante le court laps de temps de quatre jours qui suffisait, à Ravensbrück, pour transformer les nouvelles venues, encore inadaptées lors de leur premier contact à la brutalité des relations à l'intérieur des camps, en gardiennes au comportement grossier et dévergondé, sous les poids du conformisme en présence de leurs collègues et des SS.

L'histoire de l'évacuation des KL, des marches de la mort et de la libération des camps non évacués est un domaine dans lequel la recherche concentrationnaire a le plus progressé ces dernières années, en relation en particulier avec la controverse déclenchée par Daniel Goldhagen. Les deux contributions présentées d'une part par Daniel BLATMAN et d'autre part par Robert H. ABZUG et Juliane WETZEL comptent donc au nombre des plus intéressantes et des plus novatrices de ce volume. On ne disposait en fait pas encore d'étude rendant compte des facteurs qui expliquaient les massacres dans les derniers mois de la guerre. Les thèses structuralistes et intentionnalistes, ces dernières mettant l'accent sur l'antisémitisme, restaient insuffisantes. Dans les années 1960 et 1970, les recherches avaient mis l'accent sur l'influence de Himmler et de ses subordonnés, en soulignant l'importance de l'ordre du 17 juin 1944 qui confiait aux HSSPF le pouvoir de décision en matière d'évacuation des KL, en cas d'approche des Alliés. En fait, chronologiquement, l'évacuation des KL se déroula en trois phases. Dès le mois d'avril 1944, le WVHA décida d'évacuer les camps des Pays Baltes et de la région de Lublin. Cette évacuation se déroula rapidement et en bon ordre dans le courant de l'été et de l'automne 1944. La deuxième phase du processus concerna les KL d'Auschwitz, de Groß-Rosen et du Stutthof au mois de janvier 1945. Les circonstances furent alors très différentes, du fait de l'effondrement du front allemand en Pologne et en Prusse orientale. La troisième phase commença au début du mois d'avril 1945 et ne concerna plus que les KL sur le sol allemand. Elle se déroula dans des circonstances encore bien différentes: les détenus furent évacués au milieu de la population allemande, alors que l'administration de l'État ne fonctionnait déjà plus. Les commandants des KL ne recevaient plus de directives, ou des ordres changeants en provenance de Himmler, de Glücks ou bien localement des Gauleiter. Il reste ainsi difficile de trouver des ordres significatifs concernant les assassinats de détenus pendant les marches d'évacuation. En fait, quand les détenus quittèrent les enceintes concentrationnaires, ils devinrent tributaires de la violence des gardiens et de leurs accompagnateurs. Dans la panique, le chaos et les longues errances sans but, le facteur décisif pour la survie des détenus fut constitué par le comportement des gardiens. En Allemagne et en Autriche, dans les dernières semaines de la guerre, des civils participèrent également à des massacres de détenus. Ce fut l'expression extrême de l'effondrement de la société allemande dans les dernières semaines précédant la capitulation. Ces violences furent en fait moins l'expression de motivations idéologiques extrêmes que les conséquences de sentiments d'hostilité et de peur à l'encontre de ceux qui représentaient l'ennemi classique de la société allemande.

À l'intérieur des KL, la situation se dégrada une fois encore dans les derniers mois de la guerre. La recherche a en fait beaucoup travaillé et progressé sur la phase de la libération des camps, traitée comme un événement historique spécifique et distinct de l'histoire de l'effondrement du régime nazi. Le premier camp ouvert par les Alliés fut celui de Majdanek-Lublin, le 23 juillet 1944. Les Soviétiques invitèrent des journalistes occidentaux, mais des critiques dou-

tèrent alors de la dimension du crime nazi. Ce n'est qu'au début du mois d'avril 1945, lorsque les troupes américaines libèrent le complexe de Buchenwald que celles-ci furent directement confrontées à l'inhumanité du système concentrationnaire et aux témoignages sur la faim, la cruauté et la bestialité. L'histoire de la libération des camps, en particulier à Buchenwald, a en fait donné naissance à de nombreux mythes. Le mythe de »l'auto-libération« de Buchenwald a été construit par l'idéologie communiste, pour devenir ensuite partie prenante du mythe fondateur de la RDA. À Dachau et à Mauthausen, comme à Buchenwald, les comités internationaux de détenus jouèrent un rôle important avant comme après la libération des camps. Au printemps 1945, les camps occidentaux libérés furent largement ouverts à des délégations de journalistes, d'hommes politiques et même de religieux. Sur ordre du général Patton, mille à deux mille habitants de Weimar furent contraints de visiter le site de Buchenwald le 16 avril 1945. Mais la tentative des Alliés de faire prendre conscience à la population allemande de l'ampleur des crimes commis dans les camps échoua alors largement. La pédagogie brutale des Anglo-saxons se heurta en effet à l'indifférence d'une population traumatisée par les circonstances dramatiques du désastre national et sans doute déjà secrètement humiliée par son propre aveuglement face au régime nazi. Pour les Alliés, au printemps 1945, le cercle des victimes des nazis se composait avant tout des adversaires politiques du régime. Cette conception n'empêchait pas la perception de la singularité du génocide des juifs, mais elle l'affaiblissait cependant. Plusieurs raisons contribuèrent à ce que le destin des juifs ne fût pas prioritairement pris en considération. Le ton apocalyptique des reportages évoqua les »camps de la mort« ou les »camps d'extermination« sans considération véritable pour la fonction réelle des camps libérés, qui n'étaient plus ceux à l'intérieur desquels avait été perpétré le génocide. Les détenus interviewés étaient pour la plupart des politiques, en meilleur état corporel et intellectuel que la plupart des quelques survivants du judéocide. Ils s'exprimèrent peu sur les juifs, quand ils ne manifestèrent pas du mépris à leur égard, comme le firent certains détenus catholiques polonais. La parole des rescapés juifs fut en fait rarement entendue.

Les trois dernières contributions de ce volume, signées par Mona KÖRTE, Jürgen ZARUSKY et Jürgen MATTHÄUS traitent enfin des témoignages sur les camps, des procédures judiciaires et du problème des sources de l'histoire concentrationnaire. La littérature de témoignage acquit d'abord, immédiatement après la guerre, le statut d'un document d'archive: il fallait avant tout concilier le témoignage avec la vérité historique, mais par la suite la qualité du texte gagna aussi en importance. Les rescapés se trouvèrent alors confrontés à l'alternative de l'écriture ou du silence. Les premiers écrits d'un Primo Lévi ou d'un Jean Améry, par leur pessimisme désespéré, procédèrent de la volonté de déconstruire le mythe du survivant d'Auschwitz: »Ont survécu essentiellement les plus mauvais, les plus égoïstes, les violents, ceux qui étaient dépourvus de sentiments« écrivit Primo Lévi. Quelques thèmes de Lévi sont ensuite devenus des *Topoi* de la littérature du témoignage: la honte du survivant, la fragilité du souvenir. On pourra en fait regretter que Mona Körte ait trop centré son analyse sur le seul camp d'Auschwitz et sur la seule aporie d'Auschwitz, négligeant ainsi la réalité d'une tradition du témoignage sur les camps moins pessimiste et moins désespérée que celle des écrits de Primo Lévi, qui rencontrèrent de surcroît peu d'échos dans l'immédiate après-guerre. Le système concentrationnaire nazi a entretenu par ailleurs une relation tout à fait singulière avec la justice: les archives judiciaires constituent ainsi une source essentielle à la connaissance de l'histoire des KL. Dans les premières années du régime nazi, de 1933 à 1935, des gardiens et des commandants de camps firent l'objet de condamnations avant d'être collectivement amnistiés par Hitler en 1935. Tous les adversaires du régime, à l'intérieur comme à l'extérieur de l'Allemagne, s'accordèrent ensuite sur le principe de la punition des crimes nazis, comme en attesta la déclaration de Moscou du 30 octobre 1943. À partir de l'année 1943, la Commission des Nations unies pour les crimes de guerre travailla au rassemblement des preuves. Puis l'accord de Londres du 8 août 1945 institua le Tribunal militaire international pour juger les principaux criminels de guerre nazis sous les

trois chefs d'accusation de crimes contre la paix, de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité. S'agissant plus particulièrement des crimes commis dans les KL, des procédures commencèrent après la capitulation allemande dans les zones d'occupation britanniques et américaines avec le procès de Belsen, devant un tribunal militaire britannique, et les procès de Dachau pour le personnel des KL se trouvant sur le territoire de la zone d'occupation américaine. Dans la zone d'occupation française, une procédure judiciaire fut engagée devant le tribunal de Rastatt. À l'occasion du procès de Nuremberg, les camps de concentration constituèrent un thème majeur de l'accusation et sur les 21 accusés reconnus coupables, 8 étaient impliqués dans les camps. Oswald Pohl, le chef du WVHA, fut jugé par le tribunal militaire américain de Nuremberg, condamné à mort pour sa responsabilité décisive dans l'expansion du système concentrationnaire et exécuté en juin 1951. La République fédérale d'Allemagne prononça en 1950 une prescription des crimes ayant encouru des peines inférieures à cinq ans de prison. Dans les années 1950, le manque de coordination freina le développement des procédures judiciaires. Mais la création en 1958 de la *Zentralstelle* de Ludwigsburg permit de relancer les poursuites contre les auteurs de crimes dans les KL et d'organiser le procès du camp d'Auschwitz à Francfort de décembre 1963 à août 1965. Des poursuites furent organisées dans le même temps en RDA et en Autriche. Le bilan des procédures judiciaires contre les auteurs de crimes dans les camps reste cependant insatisfaisant. À l'occasion du procès principal concernant la *Kommandantur* du KL de Mauthausen à Dachau, il n'y eut que 61 accusés sur les quelque 400 personnes qui composaient le personnel de la *Kommandantur* du camp. Pour le KL d'Auschwitz, seulement 15% des gardiens furent traduits devant les tribunaux. En Autriche, les procédures judiciaires furent systématiquement entravées et freinées après le départ des Alliés en 1955. En RDA, les procédures de dénazification furent largement instrumentalisées au profit des intérêts politiques du SED et de la mise en scène de l'idéologie antifasciste.

Au-delà du constat de l'insuffisance des procédures judiciaires, l'état des sources, la base matérielle pour l'écriture de l'histoire des camps, reste encore très problématique. Des informations essentielles nous font encore défaut et de nombreux témoignages importants ont été détruits à la fin de la guerre. Ce qui a été conservé paraît souvent peu approprié à une reconstitution de la terreur du passé. Les sources sur le WVHA, l'IKL ou encore les instances subordonnées locales restent très lacunaires. Il existe un contraste et un déséquilibre manifestes entre le manque de documents originaux et le trop plein de la documentation de seconde main fabriquée dans l'après-guerre. L'histoire des premiers camps, comme celle de la période finale des marches de la mort et comme celle des camps annexes restent encore très peu documentées. L'ouverture des archives des anciens pays de l'est a certes permis d'enrichir la documentation. Par contre, le centre d'Arolsen, fondé en 1955 par la Croix Rouge, reste encore difficilement accessible: son ouverture fait l'objet d'annonces régulières, malheureusement bientôt reportées. L'utilisation des témoignages des rescapés se révèle enfin un exercice délicat assez problématique. Les premières publications, comme «L'État SS» de Eugen Kogon, émanèrent d'anciens détenus fonctionnaires. Elles comportaient une représentation différenciée de la société concentrationnaire selon les catégories de détenus et mettaient généralement l'accent sur le thème de la résistance. Ces premiers témoignages influencèrent pendant longtemps le discours scientifique lui-même. Mais beaucoup de détenus, en particulier les détenus raciaux, ne se reconnaissaient pas dans ces représentations. Sous l'effet du temps, la divergence entre la mémoire fragmentaire des survivants et l'histoire s'est réduite, mais les témoignages restent toujours susceptibles de modifications. La frontière entre vérité historique et reconstitution imaginée reste ainsi encore difficile à établir.